

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 37 DU 11 FÉVRIER 2013
MODIFIANT LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

NOR : ASET1350656M

IDCC : 652

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FNCB CFDT ;

La FG FO ;

Le SICMA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature d'activités française (NAF rév. 2) au 8 janvier 2008, les partenaires sociaux ont décidé de mettre en conformité le champ d'application de la convention collective comme suit.

Article 1^{er}

*Révision de l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective des cadres
de la branche du négoce des matériaux de construction*

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national y compris les DOM les rapports entre les employeurs et l'ensemble des salariés, quel que soit leur statut :

- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros de bois et de matériaux de construction correspondant au code APE 46.73A ;
- des entreprises dont l'activité principale est le commerce de gros d'appareils sanitaires et produits de décoration correspondant au code APE 46.73B ;
- des intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction correspondant au code APE 46.13Z, issus de la NAF rév. 2 ;

- des sociétés holding, lorsque leur activité vise à l’encadrement et au contrôle de sociétés relevant du code APE ci-dessus ;
- des centrales d’achat non alimentaires dès lors que leur activité vise à gérer et à encadrer des entreprises ayant une activité en commerce de gros de bois, de matériaux de construction et d’appareils sanitaires.

Il est rappelé que le code APE attribué par l’INSEE est donné à titre indicatif et n’a que la valeur d’une présomption, seule l’activité réelle principale de l’entreprise détermine, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, son assujettissement à un texte conventionnel.

Article 2

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Il entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l’objet des formalités de dépôt, de publicité et d’extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 3

Adhésion

Toute organisation représentative, patronale ou syndicale, non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l’avenant.

Article 4

Dénonciation. – Révision

L’avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l’article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l’une ou de plusieurs des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d’un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l’ensemble des parties signataires afin qu’une négociation puisse s’engager sans tarder.

Article 5

Force obligatoire de l’accord

Les accords collectifs de groupe, d’entreprise ou d’établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 11 février 2013.

(Suivent les signatures.)